

GAUCHE

## Les petits perdants

**Seize mois après avoir perdu son dernier député, la gauche radicale - divisée entre communistes et Déi Lénk - disparaît presque entièrement des conseils communaux.**

(RK) - Alors que certains perdants des élections communales essayaient de maquiller leur défaite en demi-victoire, d'autres, comme Jacques-Yves Henckes, en tiraient les conclusions devant les caméras de RTL. L'ADR reste une force politique dont les grands médias suivent les hauts et les bas. Mais dimanche dernier, le bord opposé de l'échiquier politique, l'extrême gauche, a disparu au-dessous de l'horizon médiatique. Désormais, le KP n'a plus aucun conseiller communal, et pour Déi Lénk, seul André Hoffmann siégera à Esch en Dernier des Mohicans, du moins pour ce qui est des communes à système proportionnel. Sans que cette quasi-disparition ne suscite de grands commentaires.

Pourtant, la déception n'est pas énorme du côté des con-

cerné-e-s. "Nous savions à quoi nous attendre", assurent aussi bien le communiste Ali Ruckert que Tunn Jost, membre de la Coordination nationale de Déi Lénk, interrogés - séparément - par le woxx. Ils considèrent leurs scores comme honorables. "Avec 50 bulletins de plus, nous avons un siège à Esch", explique Ruckert. Et Jost renchérit: "Il s'est fallu de 34 respectivement de 35 bulletins pour que nous entrions à Sanem et à Luxembourg". En effet, en additionnant les scores obtenus par les deux groupements politiques, on constate que la gauche radicale maintient globalement son niveau des communales de 1999, quand ils avaient présenté une liste unique.

Il reste que les deux partis stagnent, alors qu'ailleurs en Europe, la gauche radicale à le vent en poupe. Même la campagne pour un non au référendum, où les deux groupes s'étaient engagés, n'a pas contribué à redorer leur blason. "On occulte le lien entre politique européenne et politique locale", s'emporte Ali Ruckert. "Les orientations néo-libérales adoptées à Bruxelles ont des effets dans nos communes. Les gens finiront par le comprendre." Tunn Jost estime qu'aux yeux des électeurs, le LSAP n'a pas démerité. "Just'ici, le gouvernement n'a pas procédé à un démantèlement social comme en Allemagne. Mais avec le budget 2006, des politiques d'austérité s'annoncent." Pour Jost, Déi Lénk devra intervenir dans ce débat et dans celui autour de la directive Bolkestein. "Ces percées libérales seront dures à avaler pour l'aile gauche du parti socialiste."

A Esch, la satisfaction de l'électorat a profité à la bourg-

mestre Lydia Mutsch: Déi Lénk perd un mandat alors que le LSAP en gagne trois - une coalition rose-verte succédera sans doute à la rose-rouge-verte. Tunn Jost n'en estime pas moins que le choix de participer au conseil échevinal était le bon: "Nous y étions obligés, afin d'éviter une coalition de droite." Désormais, les socialistes n'ont plus besoin de Déi Lénk, même si une coalition rose-rouge reste arithmétiquement possible. "Nous ne mettons pas en avant cette possibilité, vu le rapport de force de neuf contre un."

Les partis de la gauche radicale ne semble pas trop effrayés par leur quasi-disparition des institutions politiques. Tunn Jost y voit aussi un effet libérateur: "Dorénavant nous choisirons nous-mêmes nos sujets de campagne, au lieu de vivre au rythme de la démocratie parlementaire." Ali Ruckert se veut optimiste: "Nos listes étaient en grande partie composées de nouveaux membres. Nous allons continuer à développer le parti communiste au cours des années à venir."

Pas de regrets concernant la scission avec Déi Lénk: Ruckert estime que les communistes ont été évincés de la structure commune. Il n'exclut pas pour autant des collaborations futures - "mais pas dans l'optique de construire un nouveau parti". Côté Déi Lénk, pas de regrets non plus. "C'était le choix du KP de se retirer, dans un réflexe identitaire. Pour le moment, les positions sont durcies, et une nouvelle association n'est pas à l'ordre du jour", juge Tunn Jost.

### Etrangers sous-représentés

Si quelques pas significatifs ont été réalisés en matière de parité entre les sexes lors des élections communales du 9 octobre, l'augmentation du nombre d'élu-e-s étranger-ère-s est beaucoup plus timide. Le centre intercommunautaire Sesopi a fait les comptes. Sur les 3.195 candidat-e-s, 188 n'avaient pas la nationalité luxembourgeoise, soit 5,9 % (contre 4,3 % en 1999). Le taux des élu-e-s est lui en très légère hausse: 2005 a vu l'élection de cinq mandataires communaux supplémentaires par rapport à 1999 (de 9 à 14), ce qui correspond à un taux de 1,2 % contre 0,9 % en 1999. Bien que beaucoup plus nombreuse que les autres nationalités, la communauté portugaise ne décroche que deux élus, derrière les Allemands (quatre) et les Français (trois). Deux élus sont de nationalité néerlandaise et les Belges, Espagnols et Italiens ont chacun un élu. Si la loi n'interdisait pas aux non-Luxembourgeois l'accès à un poste de bourgmestre ou d'échevin, la commune de Kiischpelt aurait probablement eu un maire de nationalité française, en la personne de Michel Klein. Il a réalisé le meilleur score dans cette commune de système majoritaire. Alors que les citoyen-ne-s de cette commune ont fait preuve de civisme, le législateur empêche l'intégration complète des immigré-e-s par des lois absurdes.

### Objectif manqué

En 1999, le premier ministre Jean-Claude Juncker affichait l'ambition pour son parti, le CSV, de conquérir le poste de bourgmestre d'au moins une grande commune du pays. Il en avait fait un but électoral. Mais les stratégies des électrices et électeurs divergent de celles de Juncker. Dans la capitale, l'OPA orange n'a pas donné les résultats escomptés. Mesuré à ses ambitions de faire du CSV le premier parti de la ville, Laurent Mosar a été défait sans pouvoir décrocher le moindre siège supplémentaire. Pire, Paul Helminger relègue son ancien allié au purgatoire de l'opposition. A Esch-sur-Alzette, l'électeur a honoré le bilan de la coalition de gauche et reconduit sans équivoque Lydia Mutsch à son poste. Faire campagne sur le thème "ils en font trop" n'est pas porteur dans une ville marquée par des années d'immobilisme ... A Differdange, ville ouvrière par excellence, les libéraux emmenés par le bourgmestre Claude Meisch ont raflé la mise en passant de trois à huit sièges. La coalition sera sans doute reconduite avec pour seul partenaire les Verts. Le soutien du parti de Juncker y est devenu obsolète. Quant à Dudelange, les électrices et électeurs n'ont vu aucune raison de mettre un terme à la majorité absolue des socialistes. Les grandes villes ne seront toujours pas dirigées par le CSV. Leurs oppositions oui.

### Jack the Ripper

Politischer Doppelmord in Luxemburg: Das Luxemburger Wort kolportiert zwei Tage vor den Wahlen eine Information des DP-Politikers Jean-Paul Ripperger, wonach Lydie Polfer einen Sitz im Staatsrat anvisiere und demnach als Bürgermeisterkandidatin nicht in vollem Umfang zur Verfügung stehe. Daraufhin dementiert die Spitzenkandidatin der Liste in der Hauptstadt vor laufender Kamera und gibt zu verstehen, das alles sei ein montierter Coup gegen sie und ihre Partei. Das Wort muss eine Richtigstellung drucken, die mehr verschleierte als richtig stellt. Nach dem Motto "Irgendetwas bleibt immer hängen" folgt die elektorale Quittung am Sonntagabend: Lydie Polfer wird nur Dritte auf ihrer Liste und nicht Bürgermeisterin. Da sie aber auch heftigst dementiert hat, in den Staatsrat zu wollen, muss sie vorerst auf ihrem Europaabgeordnetenposten verbleiben. Als eigentliches Opfer des Wort-Coups sieht sich jedoch ausgerechnet der CSV-Spitzenmann Mosar: Seine Partei habe in der Öffentlichkeit als Initiator des Coups dagestanden, was erwiesenermaßen nicht stimme. Ob Ripperger am Ende nicht auch noch politischen Selbstmord begangen hat, wird sich spätestens dann zeigen, wenn der frei werdende Staatsratsposten wirklich besetzt wird: Dann liegt es an der DP zu entscheiden wie hoch sie politischen Anstand hierzulande ansetzt. Aus DP-Kreisen verlautete zumindest bereits vor den Wahlen, Ripperger stehe eine Nacht der langen Messer bevor.



ADR

## La guerre des chefs

**D'échecs électoraux en crises internes, l'ADR subit de rudes secousses. Sur fond de tentatives putschistes, ses dirigeants cherchent à lui donner un profil cohérent.**

(dv) - "On reçoit toujours ce qu'on mérite". Tel est le verdict du député ADR Aly Jaerling sur les résultats de son parti aux élections communales du 9 octobre. L'histoire est connue. Depuis sa création en 1988, l'ADR engrangeait les succès électoraux avec un pic de sept députés en 1999. Vinrent les législatives de 2004 et avec elles la première déconfiture: l'ADR perdit deux députés, ce qui déclencha une crise interne à peine cachée (voir woxx 809). La dernière claque est récente et date des élections communales de dimanche dernier: sur ses douze mandats communaux, l'ADR n'en a conservé que cinq.

S'il est vrai qu'il vient de perdre plus de la moitié de ses mandats, on ne peut pas parler de naufrage électoral: en moyenne, il a perdu moins de deux pour cent par rapport aux communales de 1999.

L'ADR n'est pas mort, il est en crise. Agé de seulement 16 ans, il traverse une puberté difficile qui peut lui réserver le meilleur ou le pire. Les cadres en sont conscients, et le député

Jacques-Yves Henckes déclara le soir même des élections qu'il faudrait renouveler le parti ainsi que son nom.

"C'est surtout la direction qu'il faut renouveler", estime Jaerling. Robert Mehlen, le président du parti et Gast Gibéryen, le chef du groupe parlementaire, se retrouvent dans la ligne de mire du rebelle. Et les autres? Jacques-Yves Henckes, député du centre et ancien membre du DP, est qualifié "d'homme de compromis" avec lequel Jaerling pourrait s'entendre. Quant à l'homme providentiel apte à diriger le parti, il viendrait du nord en la personne de l'ancien député et médecin Jean Colombero - un "idéaliste". Quoi qu'il en soit, Jaerling déclare vouloir "mobiliser tous les insatisfaits au sein du parti" dans les mois à venir. Le prochain congrès de l'ADR promet d'être chaud.

Mais suffit-il de forger les bonnes alliances et de couper les têtes gênantes pour réanimer un parti en crise? Si le changement de nom semble acquis, le talon d'Achille reste l'hétérogénéité programmatique. Pris entre ses penchants ruraux dans le nord et à l'est, libéraux dans le centre et ouvriéristes dans le sud, l'ADR accumule les contradictions idéologiques. Christian Schaack, secrétaire de fraction et jeune espoir, mise sur la primauté des "valeurs chrétiennes". "Nous sommes plus proches de l'ÖVP que du FPÖ", explique-t-il en réfutant tout rapprochement avec l'extrême droite. En bon syndicaliste,

Jaerling entend donner une orientation "social-démocrate" à l'ADR. Par ailleurs, Schaack croit en un avenir meilleur en tablant sur un glissement du CSV vers le centre.

Frank Engel, le président du "Cercle Joseph Bech", think tank de droite proche du CSV, ne voit pas dans l'ADR un concurrent pour le CSV: "L'ADR n'est pas un parti de droite, son idéologie correspond à la moyenne des extrémismes de tous bord de ses membres". Mais il ne faut jamais dire jamais. Pour Engel, l'ADR pourrait devenir un problème s'il se convertissait en parti "authentiquement conservateur", ce qui impliquerait une "crédibilité et un sérieux" qui font actuellement défaut aux populistes.

En l'absence de toute alternative crédible, l'ADR peut toutefois se targuer d'avoir les coudees franches à sa droite. Mieux, il a même vocation à aspirer ci et là des résidus de l'extrême droite, comme l'a démontré la candidature sur la liste de la capitale de René Federspiel, ancien membre de la défunte Nationalbeweejong. "Ce n'est pas pour rien que de telles personnes sont attirées par l'ADR", en juge Lucien Blau, historien spécialiste de l'extrême droite. "L'ADR n'est actuellement pas un parti d'extrême droite, mais il joue la carte de l'identité culturelle et nationale, qui a toujours prévalu dans l'extrême droite luxembourgeoise".

